

Investir contre l'exclusion sociale

Jeudi, 26.11.2015

L'immersion dans les bidonvilles d'Afrique permet de réarticuler les activités financières par rapport à la dimension économique.

Olivier Ferrari*

Je suis parti au Kenya le lendemain des attentats de Paris. Accompagné, j'ai pu visiter l'un des trois bidonvilles de la capitale Nairobi. L'un de ceux-ci n'est autre que le quartier de Kibera. Une zone qui s'étend sur 256 hectares, en plein centre de la capitale. Près d'un million d'habitants avec une croissance estimée à près de 17% par année. Une densité de 8 à 9 personnes par chambre. En passant au travers de ruelles étroites d'à peine un mètre de large, on y croise les enfants qui vous regardent avec un sourire éclatant, des femmes d'une grande élégance, des personnes qui travaillent à la lueur d'un rai de lumière qui se fait un passage au gré des toits de tôle ondulée et d'autres qui s'occupent tant que ce peut. La précarité est partout avec des toilettes et douches communes pour des centaines de personnes, des amoncellements de déchets dans les canaux d'eau et la rivière qui traverse la zone. Une association se bat pour une école qui se doit de donner une chance aux enfants. Celle-ci réussit à leur apporter la connaissance, mais l'État refuse d'octroyer un certificat final d'étude, ce qui leur interdit l'accès au niveau secondaire. Une cour de récréation dérisoire d'à peine 90 m² pour une centaine d'entre eux. Les bidonvilles sont des no man's land que côtoient au quotidien tous ceux qui passent, locaux, hommes d'affaires et touristes, le long des routes principales pour se rendre au centre-ville développé. Nous avons visité des micro-entrepreneurs, des microbanques qui, chaque jour, travaillent pour faire sortir de l'exclusion sociale ceux qui en ont la capacité, la volonté, au travers de la création de micro-entreprises, de développer et participer à une vraie économie réelle.

Quel lien entre les attentats de Paris, l'exclusion sociale et ces micro-entreprises?

Plusieurs attentats proviennent d'organisations revendiquant la création d'un nouvel ordre moral. Elles développent leurs mouvements sur le berceau de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dès qu'un être humain n'a plus d'avenir, il va s'en retourner vers celui qui pourra lui en promettre un, à n'importe quels prix et conditions. L'occident a réussi à poser les bases d'une démocratie. Les deux premières révolutions industrielles ont permis de construire une première classe sociale moyenne. Une évolution génératrice d'un bien-être amélioré pour ceux qui antécédemment ne pouvaient en bénéficier. Dans le même temps, l'exclusion sociale s'en est trouvée nourrie tout à travers le monde par une misère touchant près de 1 milliard d'êtres humains et même en Occident, d'une part avec une immigration qui recherche une vie meilleure qui ne leur est pas accordée chez eux et, d'autre part, par une jeunesse occidentale désabusée suite à un développement économique ayant atteint ses limites de croissance exponentielle, et qui maintient et fait accroître le chômage à de hauts niveaux selon les pays.

Dans le même temps, les placements d'acteurs, ayant un horizon à long terme, investissent en masse dans une économie se dirigeant vers une non-croissance, construite sur le développement exponentiel de l'après-guerre de 1945 et renforcée par une économie globalisée, dont l'avènement des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du

Sud) dont rien que pour la Chine 1,37 milliard de personnes (soit 20% de la population mondiale) en à peine vingt ans. Le tout a conduit à fortement résorber les matières premières disponibles et réduit les espaces naturels existants. L'économie réelle traditionnelle éternue en Occident, à un rhume en Chine et n'existe presque pas dans plusieurs pays en voie de développement où est structurellement défailante. La finance crée de plus en plus de produits d'investissement complexes pour promettre des rendements supérieurs, à court terme, au développement d'une économie réelle. Certaines banques et des assurances transfèrent des risques de bilans aux investisseurs institutionnels, plus enclins à devoir disposer de rendements immédiats pour couvrir leurs besoins spécifiques. Ces risques transférés auprès de nouveaux acteurs preneurs de ces nouvelles promesses, libèrent des moyens financiers qui viennent alimenter des circuits non créateurs d'entreprises et de par la même, d'emplois. Ces capacités sont soustraites à l'économie réelle qui s'en devra de réduire ses investissements dans la recherche et le développement et l'innovation.

En considérant ces différents éléments, il en ressort qu'une approche de l'investissement, qui ne se fonde que sur des conditions purement financières à court terme, conduit à une paupérisation globale de l'humanité, y compris de la classe moyenne existante. Ceci engendre des rengaines auprès de populations qui s'en vont contester le bien-fondé du système. Tout rejet de celui-ci conduit inmanquablement à des conflits. Les exclusions sont multiples et deviennent globales.

Là est la relation entre un terrorisme qui a plusieurs facettes dont ceux de Paris, de Sharm El Sheikh, Bamako et les risques de contamination aux bidonvilles et vers la jeunesse désabusée, ce qui est déjà le cas pour une partie d'entre-elles. La vie humaine n'a pas de prix, et s'il convenait d'en fixer un, la valeur serait la même partout. Aucun ne vaut plus qu'un autre, que cela soit en Occident, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et j'en passe. Si ce tableau est notre réalité de ce début de 21e siècle, l'envers de la médaille offre des opportunités extraordinaires. Le développement durable, qui favorise entre autres, la création d'entreprises, l'émergence de nouvelles technologies; la microfinance qui permet l'inclusion sociale par l'intégration dans l'économie de nouveaux entrepreneurs et emplois qui sont tout autant de remparts au terrorisme et à toute forme d'extrémisme. L'investissement dans les infrastructures est également à prendre en compte. Ce tout permet de relier les communautés, d'avoir une vision économique, de fixer une vraie démarche politique et sociale et ceci dans le respect des cultures diversifiées qui intégreront des formes de démocraties applicables.

Cela implique une grande ressource de confiance en l'avenir, en repoussant la recherche de gain immédiat, en faisant confiance à l'économie réelle, celle-là même qui aujourd'hui nous permet d'investir dans les réalisations de ceux qui ont pris ces risques dans le passé en Occident, et on conduit à nous offrir les biens d'aujourd'hui et septante années de paix en Europe. Cela veut aussi dire qu'il faut aussi bien favoriser l'innovation en Occident que d'investir massivement dans les pays ayant un développement contrasté actuellement et en donnant un avenir à leurs résidents pour maintenir leur population en leur frontière, car elles n'auront plus de raison d'aller chercher ailleurs.

Ainsi nous lutterons contre le terrorisme, non plus avec des armes, mais bien avec une prospérité économique novatrice qui redistribue des richesses non pas par une forme de soumission et d'assistanat, mais avec une vraie approche entrepreneuriale. La prospérité économique fait de l'ombre aux extrémismes qui n'auront plus de raison d'exister.

Une autre vision de considérer notre avenir, en agissant au présent.

* Coninco, Vevey

La sagesse retrouvée du Conseil fédéral

René Arnold, le président du Conseil fédéral suisse, a été élu à la présidence de la Confédération suisse le 25 novembre 2015. Il succède à Ueli Maurer.

Le 25 novembre 2015, le Conseil fédéral suisse a élu René Arnold à la présidence de la Confédération suisse. Le 25 novembre 2015, le Conseil fédéral suisse a élu René Arnold à la présidence de la Confédération suisse. Le 25 novembre 2015, le Conseil fédéral suisse a élu René Arnold à la présidence de la Confédération suisse.

Investir contre l'exclusion sociale

L'investissement dans les habitats d'époque permet de soutenir les activités financières par rapport à la demande domestique.

Investir dans les habitats d'époque permet de soutenir les activités financières par rapport à la demande domestique. L'investissement dans les habitats d'époque permet de soutenir les activités financières par rapport à la demande domestique.

Forum

Forum | L'AGEFI

La recherche actuelle passe par le web

Les plateformes de recherche en ligne offrent de nouvelles opportunités de collaboration et de partage de données.

Les plateformes de recherche en ligne offrent de nouvelles opportunités de collaboration et de partage de données. Les plateformes de recherche en ligne offrent de nouvelles opportunités de collaboration et de partage de données.

Forum

Forum | L'AGEFI



Worldwide Zoonosis Atlas (WZA) est une plateforme de recherche en ligne qui permet de partager et de collaborer sur des données relatives aux zoonoses.